

Cote du document:	REPL.VIII/3/R.4
Point de l'ordre du jour:	6
Date:	8 juillet 2008
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Mesures prises par le FIDA pour faire face à la hausse des prix des produits alimentaires

Consultation sur la huitième reconstitution
des ressources du FIDA — Troisième session
Rome, 8-9 juillet 2008

Pour: **Examen**

Note aux membres de la Consultation

Le présent document est soumis à la Consultation sur la huitième reconstitution des ressources du FIDA pour examen.

Afin que le temps imparti aux sessions de la Consultation soit utilisé au mieux, les membres qui auraient des questions techniques au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport avec les responsables du FIDA ci-après:

Kanayo F. Nwanze

Vice-Président

téléphone: +39 06 5459 2518

courriel: k.nwanze@ifad.org

P. Justin Kouka

Conseiller spécial auprès du Vice-Président

téléphone: +39 06 5459 2299

courriel: p.kouka@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Mesures prises par le FIDA pour faire face à la hausse des prix des produits alimentaires

I. Introduction

1. Lors d'une réunion de haut niveau du Conseil économique et social, tenue en avril 2008, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Ban Ki-moon a annoncé que « la crise alimentaire qui s'aggravait rapidement dans le monde entier avait atteint des proportions exceptionnelles » et exigeait une action immédiate et concertée de la part de la communauté internationale. Le Président du FIDA, Lennart Båge, s'est fait l'écho de cet appel à la coordination en déclarant: «La première priorité de la communauté mondiale doit être de prendre des mesures efficaces pour faire face à l'impact de la hausse des prix des produits alimentaires, en particulier lorsque cet impact s'ajoute aux effets prévus du changement climatique».
2. Le présent document est spécialement consacré aux efforts propres que déploie le FIDA dans le cadre de l'action mondiale destinée à faire face à la hausse des prix des produits alimentaires. Il aborde tout d'abord l'ampleur du problème et les facteurs à l'origine de la hausse des prix des produits alimentaires. Il présente ensuite une analyse contextuelle, portant sur les marchés des produits alimentaires en relation avec le groupe cible du FIDA, à savoir les ruraux pauvres; sur les effets de la crise alimentaire actuelle sur ce groupe en général et sur les femmes en particulier; sur les options de politique disponibles et les mesures que les gouvernements doivent prendre pour faire face à cette crise. La dernière partie place les mesures prises par le FIDA dans le cadre d'une action à l'échelle du système. Une annexe résume les mesures que le Fonds a prises ou envisage de prendre à court terme pour contribuer à atténuer cette crise.

II. Contexte et facteurs fondamentaux

A. Ampleur du problème

3. En avril 2008, les prix des principaux produits alimentaires ont atteint le plus haut niveau que le monde ait connu depuis dix ans. Les prix des denrées alimentaires de base ont fortement augmenté sur les marchés mondiaux au cours des deux dernières années. Le prix du blé a doublé en moins d'un an, et ceux d'autres aliments de base comme le maïs et le riz ont subi des augmentations analogues. La flambée des cours mondiaux des produits de base touche tous les principaux produits alimentaires et fourragers et concerne le monde entier. Ces tendances ont été bien documentées par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Banque mondiale et d'autres organisations. L'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires estime qu'au début de 2008, les cours mondiaux avaient plus que doublé par rapport à leur niveau de 2000 et prévoit que cette tendance à la hausse se poursuivra. L'ampleur du problème et les facteurs qui en sont à l'origine varient suivant les produits, les régions et les pays.
4. La hausse des prix des produits alimentaires donne maintenant des signes de détente. L'indice des prix des produits alimentaires de la FAO est revenu de 217 points en mars à 216,7 points en avril 2008. Les prix du blé avaient déjà diminué de 40% après avoir atteint leur point culminant en février 2008. Les experts agricoles avertissent cependant qu'en raison d'une conjonction de facteurs (voir ci-dessous), à savoir des conditions météorologiques extrêmes et les besoins d'approvisionnement croissants de l'industrie des biocarburants, cette tendance à l'amélioration risque de tourner court. De plus, même si l'inflation des prix de gros des produits alimentaires se stabilise après que les effets des chocs à court terme se seront dissipés et que les marchés se seront rééquilibrés, les prix devraient

rester élevés car les négociants répercuteront les augmentations précédentes sur les consommateurs.

5. En outre, à la différence de la crise alimentaire des années 70 ou de la crise du maïs de 1996, où les prix avaient retrouvé assez rapidement leurs niveaux antérieurs, la crise actuelle semble devoir être de longue durée. L'Organisation de coopération et de développement économique et la FAO prévoient que si les prix des produits alimentaires sont plus bas au cours des prochaines années par rapport à leurs niveaux records actuels, ils resteront probablement beaucoup plus élevés en valeur nominale que dans le passé.
6. La hausse des prix des produits alimentaires va condamner des centaines de millions de pauvres à la faim et à la malnutrition. En raison de l'envolée des prix de l'énergie et des engrais, les quelque 450 millions de petits exploitants que compte le monde ne seront plus en mesure d'augmenter leur production alimentaire pour remédier à cette situation. Certains agriculteurs pauvres ne tireront aucun profit de la hausse des prix car ils n'auront pas les moyens d'acheter les engrais ou les semences nécessaires aux cultures de la saison prochaine. Les agriculteurs pauvres sont la clé de toute solution à la crise alimentaire mondiale actuelle et aux problèmes à long terme de la faim et de la pauvreté.

B. Facteurs à l'origine de la hausse des prix des produits alimentaires

7. La crise actuelle a des causes nombreuses et interdépendantes, tenant à des facteurs à court et long terme, cycliques et structurels, et liés à l'offre et à la demande. Si l'accord est général sur les principales de ces causes, il l'est moins sur leur importance relative. Les facteurs cycliques sont des phénomènes à court terme qui vont s'atténuer en cours d'année, tandis que les facteurs structurels ont des effets à moyen et long terme faisant que les prix des produits alimentaires pourraient rester élevés pendant une assez longue période. Le présent document ne met en relief que quelques uns des facteurs qui sont à l'origine de la hausse des prix.

Le déclin des investissements dans l'agriculture

8. La réduction des investissements publics dans l'agriculture (tableau 1) est un important facteur expliquant la moindre croissance des rendements et les mauvais résultats du secteur agricole. L'agriculture a reçu 18% du total de l'aide publique au développement (APD) en 1979, contre 3,5% seulement en 2004. Selon les données de la Banque mondiale, l'aide totale à l'agriculture africaine, par exemple, est tombée de 1,9 milliard d'USD en 1981 à 1 milliard d'USD en 2001. En 2007, la part de l'APD destinée à l'agriculture n'était plus que de 3%, bien qu'il soit admis que les investissements dans l'agriculture sont de 2,5 à 3 fois plus efficaces pour accroître les revenus des pauvres que les investissements non agricoles¹.

Dépenses agricoles en proportion des dépenses totales de l'État dans les pays en développement

Année	Afrique	Asie	Amérique latine
1980	6,4%	15%	8%
2002	4,5%	5,6%	2,5%

Source: Banque mondiale, *Rapport 2007 sur le développement dans le monde*

¹ Banque mondiale. 2007. *Rapport sur le développement dans le monde*. Washington, D.C.

Un changement structurel de la demande joint à une augmentation de la population

9. La croissance économique rapide qu'ont connue certains pays, spécialement en Asie, a eu pour conséquence une augmentation notable de la demande de céréales destinées à la consommation à la fois alimentaire et fourragère. Par ailleurs, la demande a subi un changement structurel dans les économies à croissance rapide, avec l'augmentation de la part de la viande dans le régime alimentaire. Cette évolution, jointe à l'augmentation de la population et des revenus, a provoqué un accroissement de la demande de céréales. Dans les zones à forte densité de population, les terres très productives, spécialement les surfaces rizicoles, ont cédé la place aux habitations et aux implantations industrielles, ou encore aux cultures de rente telles que celles de plantes à usage énergétique. On prévoit qu'en 2015, l'Asie devra produire 38 millions de tonnes de riz de plus qu'en 2005, pour répondre à la demande qui progresse en moyenne d'environ 5 millions de tonnes par an.

L'augmentation rapide du prix du pétrole brut et l'accroissement de la demande de biocarburants

10. L'augmentation rapide du prix du pétrole brut a entraîné un accroissement de la demande de biocarburants et un développement de grande ampleur de la production de biocarburants au détriment des cultures vivrières. Outre qu'elle a contribué à la montée de tensions inflationnistes générales, l'envolée du prix du pétrole a conduit à des hausses importantes aussi bien du coût des transports, qui a des répercussions sur les approvisionnements alimentaires mondiaux, que des prix des engrais, indispensables à la production agricole à grande échelle.
11. La hausse du prix du pétrole et les préoccupations suscitées par le changement climatique ont stimulé les investissements dans les biocarburants, exerçant une pression accrue sur le commerce international des céréales et des produits fourragers et sur les terres agricoles dans certains pays. Bien que l'on manque encore de données sur l'ampleur de l'impact direct de l'expansion du marché des biocarburants, il est probable que, si cette tendance se poursuit, elle aurait de graves conséquences pour la production alimentaire, comme c'est déjà le cas sur le marché du maïs.

Des conditions météorologiques extrêmes et autres effets négatifs du changement climatique

12. De mauvaises récoltes dans d'importantes zones de production céréalières, dues principalement aux conditions météorologiques extrêmes qui ont régné en 2005 et en 2006, ont entraîné une réduction notable des approvisionnements alimentaires liée à une baisse de 4% et 7% respectivement de la production. L'effet en a été atténué en partie par la réaction de l'offre aux hausses de prix. Les catastrophes naturelles, sécheresse généralisée en Chine et en Inde en 2002, typhons aux Philippines en 2006, sécheresses successives en Australie en 2006, grandes inondations au Bangladesh en 2007 et récent cyclone en Birmanie, auxquelles se sont ajoutées les manifestations moins graves du changement climatique mais exerçant néanmoins une pression sur les terres et les eaux, sont autant de facteurs qui ont contribué à la baisse de la production et à l'augmentation des prix des produits alimentaires qui en a découlé.

Un déclin sans précédent des stocks alimentaires mondiaux

13. Les stocks mondiaux de céréales vivrières sont à leur niveau le plus bas depuis 1976. Cette évolution a aussi été attribuée à une baisse structurelle du niveau de ces stocks déclenchée au milieu des années 90 par les réformes de politique environnementale découlant des accords issus du cycle d'Uruguay. On estime qu'entre 2002 et 2007, les stocks de riz, de blé et de maïs ont diminué de 40%². En outre, le monde consomme plus d'aliments qu'il n'en produit, d'où un déséquilibre entre l'offre et la demande, que confirme l'amenuisement des stocks

² Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Avril 2008. *Perspectives de récoltes et situation alimentaire*. FAO: Rome.

des principales céréales. La baisse des stocks a peut-être déclenché la phase initiale de spéculation qui s'est accompagnée ces dernières années d'une instabilité des marchés financiers mondiaux.

Autres facteurs

14. De nombreux autres facteurs, à côté de ceux qui sont mentionnés ci-dessus, ont contribué à la crise actuelle. Deux méritent une mention particulière: i) la dépréciation du dollar des États-Unis par rapport aux autres grandes monnaies, et ii) l'inadéquation des politiques commerciales qui a entraîné des distorsions sur les marchés internationaux. Le facteur fondamental reste néanmoins le déclin de la productivité de l'agriculture.

III. Analyse contextuelle

A. Pertinence pour la mission du FIDA

15. Le FIDA a été créé pour financer des projets de développement agricole axés principalement sur la production alimentaire dans les pays en développement. Il a pour mission de mobiliser des ressources supplémentaires assorties de conditions favorables pour le développement de l'agriculture de ses États membres³.

Les groupes cibles et les marchés des produits alimentaires

16. Dans la majorité des pays, les groupes ciblés par le FIDA, à savoir les ruraux pauvres, sont, suivant l'époque de l'année, à la fois vendeurs et acquéreurs de produits alimentaires. Par conséquent, leurs moyens de subsistance dépendent étroitement à la fois des prix de vente de leurs produits au départ de l'exploitation, en tant que producteurs, et des prix d'achat des produits alimentaires, en tant que consommateurs. L'impact de la hausse des prix diffère selon que les groupes concernés sont acheteurs ou vendeurs nets.
17. Une analyse approfondie devrait faire la distinction entre les niveaux régionaux et nationaux afin de saisir la mesure dans laquelle ces populations répondent aux signaux du marché. Une étude conduite par le FIDA au début de 2008 dans les pays où il intervient révèle que dans toutes les régions et dans la plupart des pays, les prix payés aux producteurs ont augmenté au cours de l'année précédente. L'ampleur de l'augmentation varie énormément d'un pays et d'un produit à l'autre. Les prix à la consommation des produits alimentaires reflètent les différents niveaux d'augmentation des prix à la production et varient aussi considérablement. Dans la plupart des pays, les prix à la consommation ont augmenté davantage que les prix à la production.

Impact sur les populations rurales pauvres

18. Les prix intérieurs ont moins augmenté que les cours mondiaux en raison de l'effet conjugué de la faiblesse du dollar des États-Unis et des mesures de stabilisation adoptées par les gouvernements des principaux pays producteurs. Les médias aussi bien que les organisations internationales concentrent actuellement leur attention sur la situation des zones urbaines, négligeant l'impact en milieu rural.
19. Dans certains pays, en particulier dans les zones reculées, les augmentations de prix ne se sont guère répercutées sur les prix au départ de l'exploitation perçus par les producteurs, voire pas du tout. En revanche, la hausse des coûts du transport et des intrants agricoles, en particulier les engrais, s'est rapidement transmise et a eu un impact négatif sur les revenus ruraux, notamment ceux des petits exploitants. Or, pour que ceux-ci adaptent leur offre, il faut que la hausse des cours mondiaux des produits alimentaires remonte jusqu'aux prix à la production. Il est en outre probable que, dans certains pays, l'intensification de la concurrence entre les petits exploitants, les élites urbaines et les sociétés multinationales pour la terre et les

³ Article 2 de l'accord portant création du FIDA, adopté par la Conférence des Nations Unies le 13 juin 1976 et entré en vigueur le 30 novembre 1977.

ressources forestières et minérales a eu un effet négatif sur la propriété et la gestion des ressources naturelles.

20. Comme il est dit ci-dessus, une approche différenciée par région et par pays indiquerait avec plus de précision la mesure dans laquelle les populations rurales pauvres participent directement ou indirectement aux marchés nationaux et régionaux. L'étude menée par le FIDA montre que les acheteurs de denrées alimentaires de base doivent dépenser davantage pour satisfaire leurs besoins alimentaires, tandis que les vendeurs ont constaté dans certains cas que les conditions de l'échange ont évolué à leur détriment et que la vente de ces produits pour couvrir leurs besoins en espèces est devenue moins intéressante. Les acheteurs de produits alimentaires sont à l'évidence ceux qui souffrent le plus. Dans certains pays, spécialement en Afrique, les ménages réduisent leur consommation alimentaire quotidienne ou se nourrissent de tubercules au lieu de céréales. Dans des pays comme le Mali, les effets se font déjà sentir sous la forme d'une augmentation des niveaux de malnutrition et de sous-alimentation.
21. Selon l'Overseas Development Institute⁴, les perspectives s'annoncent désastreuses à court terme pour les populations pauvres et restent sombres même à moyen terme. À court terme, estime cet institut, les revenus devraient reculer de plus de 25% et la consommation alimentaire, de près de 20%. À moyen terme, malgré un ralentissement de la baisse des revenus et de la consommation alimentaire, estimée à 11% et 8% respectivement, ces taux restent alarmants.
22. Pour que la situation s'améliore au cours de la prochaine année, il faudra fournir aux agriculteurs les intrants dont ils ont besoin pour accroître leur production. Une réforme des politiques publiques est par ailleurs nécessaire pour permettre aux agriculteurs de bénéficier de la hausse des cours mondiaux.

Considérations relatives à l'équité hommes-femmes

23. Les femmes jouent un rôle essentiel dans les économies fondées sur l'agriculture. Dans certains pays d'Afrique subsaharienne, la part imputable aux femmes dans la production alimentaire totale est d'environ 80%, contre 65% en Asie et 45% en Amérique latine⁵. Dans les communautés rurales, en particulier, les femmes jouent un rôle de premier plan dans la sécurité alimentaire du ménage. Les études prouvent qu'il existe un lien étroit entre les revenus des femmes et l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages: lorsque les femmes ont accès à un revenu, elle consacre généralement une plus grande proportion de leur revenu que les hommes à l'alimentation du ménage⁶.
24. L'expérience des crises humanitaires et des situations de pauvreté aiguës ou chroniques montre que les femmes et les enfants, les filles en particulier, sont plus exposés à l'insécurité alimentaire que les hommes et les garçons. La hausse des prix des produits alimentaires peut engendrer des vulnérabilités du même ordre. Les disparités entre les sexes au détriment des femmes, qui réduisent leur rôle économique, peuvent avoir un coût économique et social élevé au niveau individuel et à celui de la société et freiner le progrès. Ces disparités nuisent aussi à l'efficacité de l'aide. Étant donné le rôle que jouent les femmes et les obstacles qui s'opposent à leur autonomisation, la hausse des prix alimentaires risque de contribuer à leur appauvrissement. En revanche, si elles ont accès à la terre et aux intrants agricoles, les femmes seront capables de préserver leur consommation en produisant davantage.

⁴ Overseas Development Institute. Avril 2008. *Rising Food Prices: A global crisis. Hausse des prix des produits alimentaires: une crise mondiale*. Londres.

⁵ Banque mondiale 2001 *Gender in Monitoring and Evaluation in Rural Development. A Toolkit. Équité hommes-femmes et suivi-évaluation en matière de développement rural: un ensemble d'outils*. Washington, D.C.

⁶ Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. 1995. Les femmes ou la clé de la sécurité alimentaire. Disponible sur le site: www.ifpri.org/pubs/fps/fps21.htm

Options de politique et mesures gouvernementales

25. Les mesures adoptées par les gouvernements pour résoudre le problème des prix alimentaires varient considérablement. Elles consistent notamment à réduire ou à supprimer les taxes et droits à l'importation des céréales vivrières (Cameroun, Mali, Sénégal et République-Unie de Tanzanie en Afrique; Colombie et Pérou en Amérique latine); à limiter les exportations (Azerbaïdjan, Bolivie, Égypte, Ghana); à établir et appliquer un contrôle des prix (Philippines) ou à subventionner la consommation (Mauritanie, Nicaragua, Togo); à accroître l'offre en puisant dans les stocks (Tchad); et à mettre en place ou à renforcer un ensemble de programmes sociaux (Pakistan, Panama). Certaines mesures d'ordre commercial ont aggravé l'instabilité des marchés mondiaux; elles ont aussi limité la transmission des hausses au stade des prix aux producteurs, décourageant ceux-ci d'augmenter leur production.
26. Un certain nombre de gouvernements, principalement ceux qui ont une attitude interventionniste sur les marchés, ont mis en place davantage de mesures à moyen et long terme visant à promouvoir la production intérieure et l'offre commerciale. Ces mesures ont consisté à promouvoir le crédit (Chine, Yémen) ou à offrir des subventions à la production, y compris sous forme d'une augmentation des prix d'achat (de nouveau Chine et Yémen, et aussi Jordanie, Pakistan et Philippines).

IV. Mesures prises par le FIDA pour faire face à la hausse des prix des produits alimentaires

Une action coordonnée à l'échelle du système

27. Le FIDA est conscient de la gravité et de l'ampleur des répercussions que l'actuelle flambée des produits alimentaires a sur son groupe cible – les populations rurales pauvres. Il est nécessaire d'investir dans la petite agriculture afin d'aider à résoudre le problème mondial de la faim. Par ailleurs, le FIDA reconnaît également que l'ampleur du problème est beaucoup plus large et nécessite toute une gamme de politiques et d'investissements au niveau mondial, régional et national.

La crise de la sécurité alimentaire en Haïti

L'insécurité alimentaire et la faim constituent des problèmes chroniques en Haïti, le pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental. Avec les conséquences particulièrement négatives des pluies torrentielles de la saison des ouragans de 2007 sur la production agricole et la hausse spectaculaire des prix mondiaux des produits alimentaires, la situation dans ce pays des Caraïbes – qui importe 60% de produits vivriers et jusqu'à 80% de riz – est devenue rapidement insoutenable début 2008. D'où des émeutes meurtrières, des attaques à la force de stabilisation des Nations Unies et, le 13 avril 2008, une motion de défiance du Sénat et le départ du Premier ministre.

Un plan de réponse à l'insécurité alimentaire entre avril et septembre 2008 a été élaboré par un groupe de travail national (www.cnsahaiti.org) avec l'aide de la communauté internationale. Il définit les trois interventions prioritaires à mettre en œuvre pour faire face à la crise: i) travaux à forte intensité de main-d'œuvre; ii) relance de la production agricole; et iii) fourniture d'une aide alimentaire. Le deuxième axe expose des interventions telles que la distribution d'intrants agricoles, de semences et d'engrais subventionnés, la remise en état des systèmes d'irrigation et l'appui aux producteurs dans le domaine de la production et de la commercialisation. Toutes ces composantes font partie des opérations en cours du FIDA et seront financées dans ce cadre.

Le plan de réponse confie à la FAO et au Programme alimentaire mondial la responsabilité de la coordination et de la mobilisation de la communauté internationale pour l'appui à la mise en œuvre. Il fait appel à la FAO pour aider le Ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural dans la distribution de semences améliorées de maïs et de haricot dans les zones les plus touchées par les pluies et la sécheresse de 2007.

Le FIDA a finalisé les discussions relatives à son programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) en Haïti début 2008. Compte tenu de l'ampleur de la crise, il faudra peut-être réaligner le COSOP sur les besoins les plus urgents et en revoir le calendrier (présentation au Conseil d'administration prévue pour septembre 2008).

Le FIDA envisage une réaffectation à hauteur de 10-15 millions d'USD des prêts existants en Haïti en faveur des semences, engrais et activités connexes afin de relancer la production agricole pour faire face à la crise actuelle. Les projets du FIDA constitueront une passerelle à moyen et plus long terme ainsi qu'un plan de développement agricole plus durable dans le pays.

28. Au niveau mondial, une réponse parfaitement coordonnée de la communauté internationale est indispensable afin de: i) satisfaire les besoins alimentaires urgents; ii) permettre aux petits agriculteurs pauvres et vulnérables de relancer leur production; iii) offrir aux segments les plus vulnérables de la population des filets de sécurité; iv) promouvoir des modes durables de subsistance aux femmes, hommes et jeunes vulnérables; v) offrir un soutien économique aux pays importateurs nets de produits alimentaires; et vi) aller de l'avant dans les négociations commerciales de Doha.
29. Le système des Nations Unies est le mieux à même de catalyser et de coordonner cet effort mondial. Il peut également aider les pays en développement à faire face à l'impact de la flambée des prix sur la sécurité alimentaire, en les aidant à saisir l'occasion que constitue l'accroissement de la demande pour améliorer l'agriculture, lutter contre la pauvreté rurale et promouvoir un développement durable.
30. Les travaux ont déjà commencé. En avril 2008, le Secrétaire général des Nations Unies a créé l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, qui procède actuellement à l'élaboration d'un cadre général d'action destiné à garantir la planification et la bonne coordination des efforts internationaux déployés face à la crise.
31. La réponse apportée par le FIDA à la crise alimentaire actuelle est d'aider son groupe cible à renforcer sa capacité d'adaptation à la hausse des prix des produits alimentaires en lui fournissant un appui pour des actions à court, moyen et long terme. Cette réponse est guidée par le Cadre stratégique du FIDA 2007-2010 dont l'objectif général est d'autonomiser les populations rurales pauvres afin d'accroître les revenus et d'améliorer la sécurité alimentaire.
32. Compte tenu de la flambée actuelle des prix des produits alimentaires, la priorité du FIDA est de renforcer la capacité des petits agriculteurs à répondre à la demande du marché. Ces travaux sont menés dans le cadre d'une action mondiale et le FIDA s'est pleinement engagé, avec ses partenaires, à fournir un appui pour pouvoir surmonter la crise actuelle. Le FIDA est membre de l'Équipe spéciale de haut niveau, auprès de laquelle un membre de son personnel est en détachement jusqu'à l'achèvement des travaux. Le Fonds collabore avec d'autres partenaires, donateurs et organismes œuvrant pour le développement agricole dans les pays en développement. De plus, il prend part à des discussions avec les gouvernements et les donateurs afin d'offrir une solution structurelle à long terme à un problème lui aussi de nature structurelle.
33. Partenariats et appropriation par les pays constituent des éléments essentiels pour surmonter la crise actuelle. Les objectifs du FIDA sont clairement inscrits dans le Cadre stratégique du Fonds afin de garantir que les populations rurales pauvres puissent avoir plus facilement accès aux éléments ci-après et qu'ils possèdent les compétences et l'organisation nécessaires pour en tirer parti:
 - i) des ressources naturelles, en particulier la terre et l'eau, et des pratiques améliorées de gestion et de conservation des ressources naturelles;
 - ii) des techniques agricoles améliorées et des services de production efficaces;
 - iii) une large gamme de services financiers;
 - iv) des marchés de produits et d'intrants agricoles transparents et concurrentiels;
 - v) des possibilités d'emploi agricole et de création d'entreprise en milieu rural; et
 - vi) des processus locaux et nationaux d'élaboration des politiques et de programmation.

Un nouveau programme de sécurité alimentaire au Bénin

Au Bénin, un nouveau programme portant exclusivement sur la sécurité alimentaire a été mis en œuvre dans le cadre d'un programme en cours, pour un total de 3 millions d'USD.

En réponse à une requête du Président du Bénin, le FIDA a reprogrammé un prêt existant accordé pour un programme d'appui au développement rural en vue d'accélérer l'aide aux petits exploitants concernant l'agriculture mécanisée lorsque cela est nécessaire, le réaménagement des basses terres, la réhabilitation ou le forage de puits, la formation des producteurs de maïs et de riz sur les meilleures pratiques et l'achat de petit matériel et d'équipement. Le coût total de cette intervention est de 0,7 million d'USD.

L'avantage comparatif du FIDA

34. Comme l'indique son Cadre stratégique 2007-2010, l'avantage comparatif du FIDA réside dans son expérience et dans le parcours qui a été le sien jusqu'ici:
- i) travailler avec des partenaires – les gouvernements, la société civile, les ONG, le secteur privé et la communauté internationale du développement – afin d'élaborer et de mettre en œuvre des projets et des programmes cohérents et novateurs qui répondent aux besoins spécifiques et aux priorités des populations rurales pauvres, vulnérables et marginalisées, tels qu'elles les ont elles-mêmes définis, et qui leur permettent d'accroître leur production agricole, leur sécurité alimentaire et leurs revenus. Les femmes font l'objet d'une attention particulière de la part du FIDA, ainsi que les populations autochtones dans certaines régions;
 - ii) autonomiser les populations rurales pauvres – hommes et femmes – en leur permettant d'acquérir les compétences, les connaissances et la confiance nécessaires, et en renforçant leurs organisations afin qu'elles puissent à la fois obtenir des résultats tangibles pour leurs membres et influencer les processus qui les concernent;
 - iii) saisir les enseignements tirés de l'expérience acquise dans le cadre des projets qu'il finance et mettre à profit ces connaissances pour engager le dialogue avec les pays membres et les autres partenaires internationaux de l'aide au développement. C'est cette démarche qui permet au FIDA à la fois de promouvoir la reproduction et la diffusion à plus grande échelle des solutions expérimentales qui ont fait leurs preuves, et d'influencer les politiques et les investissements des pays membres et des autres partenaires dans le domaine du développement agricole et rural.

Assistance à court terme

35. Le FIDA est conscient de la nécessité d'une action concertée, d'envergure et coordonnée de la communauté internationale, faute de quoi des millions de pauvres risquent de retomber dans l'extrême pauvreté.
36. Le Fonds intervient dans la plupart des 37 pays identifiés par la FAO comme les plus touchés par la flambée actuelle des prix des produits alimentaires. Il travaille de concert avec les gouvernements de ces pays et d'autres partenaires, dont la FAO, le Programme alimentaire mondial (PAM) et la Banque mondiale, afin de garantir une réponse efficace et efficiente à la crise alimentaire mondiale.
37. En avril 2008, le FIDA a fait part de sa volonté de réaffecter, à court terme, jusqu'à 200 millions d'USD provenant des prêts et des dons en cours afin de relancer immédiatement la production agricole du monde en développement, face à la hausse des prix des produits alimentaires et à l'amenuisement des stocks vivriers.
38. Ces fonds permettraient aux agriculteurs pauvres d'avoir accès à des intrants de base tels que les semences et les engrais, leur donnant ainsi la possibilité non seulement de se préparer pour la prochaine saison culturale mais aussi de jeter les

bases pour une augmentation notable de la production lors des saisons successives. Cette assistance, qui doit être considérée indépendamment de l'aide d'urgence, de l'aide alimentaire ou des filets de sécurité sociale, pourrait accompagner et compléter les mesures d'urgence prises par d'autres partenaires.

Assistance au Yémen

Le Yémen importe près de 85% de ses besoins vivriers. La flambée des prix des produits alimentaires sur le marché mondial et leur hausse consécutive sur les marchés nationaux - hausse que les pauvres (plus de la moitié de la population du Yémen) ne sont pas en mesure d'affronter - constituent un grave problème. En réponse à une requête du Gouvernement du Yémen, le FIDA a alloué 1,5 million d'USD afin de permettre aux ménages d'exploitants d'accroître leur production alimentaire et leur productivité au cours de la prochaine saison culturale. Cela sera réalisé à travers un processus accéléré d'identification de projets dans le cadre du COSOP, notamment pour la distribution de sets de semences et d'engrais améliorés pour le démarrage dans le cadre du programme en cours, et pour le renforcement de l'accès au crédit de production grâce à l'intégration des principales associations d'épargne et de crédit du pays.

39. À la mi-mai 2008, le FIDA avait aidé 14 pays à mener des évaluations préliminaires sur l'impact de la hausse des prix des produits alimentaires. De plus, il avait reprogrammé, ou tout au moins identifié en vue de la programmation, des fonds pour un montant total de plus 45 millions d'USD. Des missions d'évaluation conjointes avec la FAO, le PAM et la Banque mondiale ont été effectuées en Afrique, en Asie et en Amérique latine. En outre, le FIDA a identifié un certain nombre de pays, outre les 37 pays répertoriés par la FAO, comme bénéficiaires potentiels de cette reprogrammation.
40. Le FIDA fait tout son possible pour relancer la production agricole de la saison actuelle dans des pays comme le Bénin, le Cambodge, la Côte d'Ivoire, la République dominicaine, le Ghana, Haïti, le Honduras, le Kenya, la Mauritanie, le Mozambique, le Nicaragua, les Philippines, la Sierra Leone et le Yémen. Un aperçu des opérations du FIDA figure en annexe.

Investissements à moyen et long terme

41. Même si le FIDA reconnaît la nécessité d'une action immédiate et à court terme, sa position stratégique et son avantage comparatif sont représentés par le fait qu'il constitue une passerelle entre une réponse d'urgence et des solutions à moyen et long terme afin de renforcer la capacité d'adaptation des populations rurales pauvres à de telles crises. Son mandat est plus important aujourd'hui que jamais.
42. Le rôle du FIDA est crucial pour que, dans le cadre de la réponse internationale, on puisse investir dans les 450 millions de petites exploitations familiales du monde (soit 2 milliards de personnes) afin que celles-ci soient en mesure de relancer leur productivité et leur production. La contribution de ces petites exploitations est fondamentale pour permettre de nourrir la planète.
43. À moyen et long terme, le FIDA continuera à améliorer son efficacité en matière de développement et à accroître son investissement en faveur de l'agriculture, fournissant ainsi un soutien adéquat pour une production agricole durable en vue de garantir la sécurité alimentaire, la nutrition et le développement rural et d'éradiquer la faim. Ses actions seront guidées par son Cadre stratégique. Ce nouveau FIDA peut et doit appliquer ses interventions à plus grande échelle, de manière rapide et efficace, afin d'aider des millions de personnes parmi les plus pauvres et les plus affamées à se libérer par elles-mêmes de la pauvreté.
44. Les solutions identifiées pour une réponse immédiate ne doivent pas intervenir au détriment d'une action pour une sécurité alimentaire à plus long terme et durable.

On ne pourra y parvenir que grâce à l'accroissement de l'investissement dans le développement agricole et rural, pour l'ensemble du cycle de production, et à une concertation accrue avec les populations rurales pauvres, leurs communautés et leurs organisations.

45. La recherche agricole est la clé de voûte et le moteur du développement agricole. Le FIDA coparraine et cofinance le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI). Le FIDA a contribué à la mise au point et à la diffusion de techniques - nouvelles ou améliorées - qui ont conduit, ou sont en train de conduire, au remodelage de la production agricole dans les pays en développement. Le FIDA occupe donc une position idéale pour pouvoir contribuer de manière significative au développement de solutions à long terme pour accroître la production et la productivité agricoles.
46. Le FIDA partage l'opinion émise par le Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC)⁷, à savoir qu'«il est nécessaire de remédier au fait d'avoir négligé l'agriculture des pays en développement au cours des dernières décennies et que l'aide publique dans ce domaine doit être considérablement accrue afin d'augmenter notablement la productivité et les revenus nets des petits agriculteurs». Cela s'inscrit parfaitement dans le Cadre stratégique du FIDA et de son action à moyen et long terme pour faire face à la crise alimentaire actuelle.

⁷ ECOSOC, 20 mai 2008. *Notes thématiques provisoires, Réunion spéciale consacrée à la crise alimentaire mondiale*. New York.

Aperçu des mesures/dispositions prises par le FIDA pour faire face à la hausse des prix des produits alimentaires

(30 juin 2008)

N°	Pays	Mesures/dispositions prises par le FIDA	Partenaires	Coût total
Asie et Pacifique				
01	Cambodge	Des discussions sont en cours avec les ministères de l'agriculture et des finances afin de reporter les dates d'achèvement et de clôture des projets pour pouvoir relancer la composante agricole d'un prêt en vigueur et aider les familles les plus vulnérables à faire face à la hausse des prix des produits alimentaires.	Gouvernement du Cambodge	Coût à calculer
02	Philippines	Des discussions sont en cours avec le gouvernement pour la mise en œuvre d'une nouvelle initiative destinée à appuyer la fourniture et la distribution d'intrants. Une mission d'enquête a été réalisée avec les partenaires. Un programme rapide d'accroissement de la production alimentaire est en cours d'exécution.	Gouvernement des Philippines, Banque asiatique de développement, FAO et PAM	16-18 millions d'USD
Amérique latine et Caraïbes				
03	République dominicaine	Un projet d'appui au développement rural et à la sécurité alimentaire est en cours de conception avec le Ministère de l'agriculture, l'accent étant mis sur la fourniture d'une assistance financière et technique en vue de renforcer les chaînes de valeur pour les céréales de base (haricot, riz), le café, le cacao et la banane organique.	Gouvernement de la République dominicaine	20 millions d'USD au maximum
04	Haïti	Des activités à mettre immédiatement en œuvre sont en cours de conception afin de relancer la production agricole grâce à une plus grande disponibilité de semences, d'engrais et d'activités connexes. Une mission d'évaluation a déjà été effectuée.	Gouvernement d'Haïti, FAO, PAM et Banque mondiale	10-15 millions d'USD
05	Honduras	Des ressources additionnelles sont actuellement octroyées afin d'aider les petits producteurs à accroître leur production de céréales de base (blé, riz, haricot et sorgho).	Gouvernement du Honduras	2,3 millions d'USD
06	Nicaragua	Des ressources additionnelles sont actuellement octroyées afin d'aider les petits producteurs à accroître leur production de céréales de base (blé, riz, haricot et sorgho).	Gouvernement du Nicaragua	1,2 million d'USD
Proche-Orient et Afrique du Nord				
07	Yémen	L'exécution du Projet de développement rural participatif dans le Dhamar est en cours d'accélération afin de financer l'intensification de la distribution de semences et d'engrais améliorés sous forme de sets de produits pour le démarrage ainsi que l'accès amélioré au crédit pour la saison 2008-2009.	Gouvernement du Yémen	1,5 million d'USD

N°	Pays	Mesures/dispositions prises par le FIDA	Partenaires	Coût total
Afrique de l'Ouest et du Centre				
08	Bénin	Un sous-programme spécifique pour la sécurité alimentaire a été intégré dans le Programme d'appui au développement rural dans le cadre du programme de travail et budget 2008 afin de dynamiser la production.	Gouvernement du Bénin	Composante actuelle de 0,7 million d'USD pour un coût total de 3 millions d'USD
09	Côte d'Ivoire	Une assistance est actuellement fournie pour la mise en œuvre d'un plan d'intervention d'urgence pour 2008-2009 afin d'accroître la production de riz en améliorant l'accès des agriculteurs aux semences, engrais et autres intrants.	Gouvernement de Côte d'Ivoire et PNR (Projet National Riz), FAO	3 millions d'USD
10	Ghana	Une initiative pilote accélérée est en cours de préparation afin d'améliorer l'efficacité des partenariats public/privé (PPP) en matière de production de maïs, en rotation éventuelle avec le soja.	Gouvernement du Ghana, YARA (société norvégienne d'engrais), Wienco et Aquafarms (importantes sociétés de transformation de maïs)	Un petit don de 0,2 million d'USD destiné à cofinancer l'initiative PPP
11	Mauritanie	Les trois projets en cours appuient l'augmentation de la production agricole par et pour les populations rurales pauvres. Une réaffectation spéciale a été effectuée en appui au Programme d'intervention spéciale du Gouvernement sur les prix des produits alimentaires (avril/septembre 2008).	Gouvernement de Mauritanie	0,3 million d'USD
12	Sierra Leone	La production rizicole est actuellement relancée par le Programme national pour le riz afin de renforcer l'accès des agriculteurs aux semences, engrais et autres intrants de manière à réduire la vulnérabilité et à améliorer la sécurité alimentaire.	Gouvernement du Sierra Leone, FAO, PAM, dans le cadre également de l'Initiative de la FAO face à la flambée des prix des produits alimentaires	Coût à calculer
Afrique orientale et australe				
13	Kenya	Un accord conjoint a été signé avec l'Alliance pour une révolution verte en Afrique et Equity Bank établissant un guichet crédit de 50 millions d'USD pour les crédits aux petits exploitants, en particulier pour l'achat d'intrants afin de stimuler la production agricole. Un appui est également offert pour améliorer la fourniture d'intrants dans plusieurs programmes en cours.	Gouvernement du Kenya, AGRA, Equity Bank	Coût à calculer
14	Mozambique	Un appui est actuellement fourni pour renforcer les capacités des entreprises de fourniture d'intrants et assurer le suivi d'une mission conjointe (FAO/PAM et UNICEF) afin d'identifier des solutions à court et moyen terme à la crise alimentaire.	Gouvernement du Mozambique, AGRA	Coût à calculer

